

AFIN D'ÉVITER UNE «CRISE DU PAIN»

Les boulangers seront moins taxés

Des mesures d'urgence seront prises incessamment par les pouvoirs publics afin d'éviter une crise du pain. Une crise dont les conséquences ont amené 4 000 boulangeries à mettre la clé sous le paillason en moins de quatre années.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Parmi les principales dispositions contenues dans le projet de loi de finances 2013, on peut citer notamment une réduction du taux d'impôt forfaitaire (IFU) qui va passer de 5% à 3% au profit de l'activité de boulangerie.

La mesure vise à améliorer la situation des boulangers, compte tenu des charges qui grèvent la fabrication du pain. Second allègement d'impôt : la reconduction de l'exemption des boulangers de la taxe sur les activités polluantes et dangereuses.

Cette exonération est introduite en raison du fait que la fabrication du pain n'est pas une activité polluante.

D'autres mesures seront annoncées avant la fin du tri-

mestre en cours, apprend-on encore, et ce, après une énième consultation avec les représentants des boulangers.

Ces derniers souhaitent aussi être exonérés d'impôts qu'ils jugent excessifs, les empêchant d'évoluer dans leur domaine. Un appel aux pouvoirs publics a été lancé récemment pour «revoir le système fiscal qui est un obstacle à la profession et à l'activité commerciale d'une manière générale».

Les boulangers demandent également à l'Etat de «subventionner les aliments entrant dans la production du pain», pour les aider à avancer au lieu de fermer boutique.

La cherté des tarifs de l'électricité et la hausse des charges salariales des ouvriers employés dans les boulangeries



La mesure vise à améliorer la situation des boulangers.

sont une autre raison qui poussent les boulangers à cesser leur activité. Des démarches ont été entreprises auprès des pouvoirs

publics pour trouver des solutions car les coupures à répétition du courant électrique font subir des pertes énormes aux boulangers, une moyenne de 7 500 à 20 000 DA quotidiennement lorsque la panne dépasse une heure.

Pour rappel, l'Algérie, qui comptait quelque 17 000 boulangeries en 2000, a vu ce chiffre baisser en décembre 2011 pour atteindre seulement 13 000 boulangeries.

Mais au-delà des problèmes signalés dans cette profession, il n'en demeure pas moins que les activités de boulangerie ont besoin d'être professionnalisées. De l'avis même des gens du métier, l'anarchie qui règne dans cette activité se répercute sur la qualité du pain.

Le manque de professionnalisme des boulangers est à l'origine de cette situation, puisque seuls 5% d'entre eux ont reçu une formation adaptée.

A. B.

PRODUITS

ALIMENTAIRES

L'UGCAA prévoit une hausse de 20% des prix d'ici la fin de l'année

L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) prévoit une hausse de plus de 20 % des prix des produits alimentaires. Cette hausse interviendra, selon elle, vers fin 2012 début 2013. L'UGCAA se base dans ses estimations sur le dernier rapport de la Banque mondiale qui annonce une hausse des aliments de base notamment les céréales, le blé, le maïs, le soja, les huiles et le sucre. M. Boulouar, porte-parole de l'UGCAA, estime «qu'en raison de sa politique économique, l'Algérie qui importe 50 % de ses produits alimentaires va subir de plein fouet cette flambée des prix». Le consommateur devrait, selon l'UGCAA, d'ici la fin de l'année au plus tard début 2013, payer plus de 20% les produits alimentaires de base. Cette hausse, poursuit l'intervenant, ne concernera malheureusement pas seulement le lait, le sucre et l'huile.

La hausse des prix va se répercuter également sur l'alimentation animale, soit sur le prix de la viande. L'UGCAA estime, de ce fait, que le gouvernement doit changer sa politique économique pour réduire les risques. Elle propose la mise en place d'un échancier pour mettre fin aux importations de certains produits.

L'UGCAA a émis un calendrier «de fin d'importation» à partir de fin 2012. «Le gouvernement doit mettre fin à l'importation de la viande à partir de la fin de l'année en cours», note l'UGCAA dans sa déclaration.

«Au lieu d'encourager des importateurs, les pouvoirs publics doivent penser à des mesures d'encouragement pour les producteurs et éleveurs locaux», estime Boulouar qui propose de mettre fin également dès fin 2013 à l'importation de la poudre de lait.

Une mesure qui doit aussi s'appliquer dès fin 2014 pour les céréales, selon la même source.

Salima Akkouché

PÉNURIE DE LAIT SUR LE MARCHÉ

Les producteurs dénoncent une mauvaise répartition de la poudre

Nombreux sont les producteurs qui se demandent si l'Office national interprofessionnel de lait (ONIL) distribue la poudre de lait subventionnée d'une manière équitable et surtout étudiée, selon les besoins de chaque région en ce produit de première nécessité.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Il ne s'agit pas d'une pénurie que connaît actuellement le marché en matière de lait mais plutôt d'un problème de disponibilité dont l'ampleur varie d'une région à une autre.

C'est le cas de la wilaya de Blida qui compte deux importantes laiteries à Béni Thamou (10 400 litres/jour) et Chifa (21 000 litres/jour), ainsi que deux autres, d'une capacité de production de 4 000 à 5 000 litres par jour chacune.

Dans cette wilaya à forte population, même avec l'apport d'autres laiteries qui assurent l'approvisionnement à partir des régions limitrophes, le problème de disponibilité du lait persiste depuis le mois d'avril et s'est accentué davantage depuis le début du mois de Ramadan.

«J'estime que l'heure est grave quand en 2012 et en Algérie, des gens m'ap-



Le problème de disponibilité du lait s'est accentué depuis le début du Ramadan.

pellent sur mon téléphone personnel dès les premières heures de la matinée pour leur réserver un casier de lait en sachet. Le directeur d'une banque m'a appelé il y a quelques jours pour réserver 300 sachets de lait pour l'ensemble de son personnel, car il y a un réel problème de disponibilité sur les étals. Moi, personnellement, j'assure la production et la distribution un jour sur deux car le quota de poudre qui m'est assuré par l'ONIL est insuffisant», dira le patron d'une laiterie qui a préféré garder l'anonymat.

C'est aussi le cas de la région de Kabylie avec

notamment l'arrêt de la laiterie de Draâ Ben Khedda. Certaines laiteries du Centre ont été contactées en urgence pour combler le déficit, mais cela reste insuffisant compte tenu de la forte consommation de cet aliment essentiel et de première nécessité.

«Il faut savoir que la poudre de lait subventionnée par l'Etat est largement disponible et importée, mais le problème réside plutôt au niveau de la répartition. Certaines laiteries reçoivent beaucoup plus de poudre de lait que d'autres, parfois en quantités déraisonnables, alors que d'autres laiteries qui

assurent l'approvisionnement de régions à forte concentration de population ont droit à de petits quotas insignifiants. Je préfère me résoudre à dire que cela découle d'une mauvaise répartition de la poudre due à l'absence d'une étude véritable du marché plutôt que de rentrer dans des considérations de passe-droits et autres», explique notre interlocuteur.

La majorité des producteurs de lait contactés dénonce, en effet, une répartition non équitable de la poudre de lait subventionnée par l'Etat.

M. M.